

L'Italie après les élections du 4 mars: inconnues et certitudes (I)

[Italie 0](#)



Publié par Alencontre le 9 – mai – 2018

Par Pietro Basso

Le 4 mars a mis fin à la Deuxième République italienne. Cette dernière a vu le jour en 1992, avec la Loi de finances du président du Conseil des ministres Giuliano Amato [1], qui coûta 92'000 milliards de liras [2] aux salarié·e·s. Elle a pris fin avec les gouvernements du Parti démocratique (PD) de Matteo Renzi et Paolo Gentiloni [3], qui ont d'abord institutionnalisé la précarité structurelle du travail, puis ils l'ont étendue avec les stages estudiantins pratiquement gratuits. Entre deux, il y a eu une décennie marquée par Silvio Berlusconi[4] à la tête du gouvernement et la grande crise de 2008, qui ont ouvert la voie à la loi dite *Fiscal compact* [5] de 2012-2013, à l'introduction de la norme de l'équilibre budgétaire dans la Constitution et à la brutale contre-réforme des retraites (Loi Fornero) [6]. Pour les salarié·e·s, cette période représente un quart de siècle de sacrifices à répétition et de perte d'acquis, ayant généré un *mal-être social diffus*, que l'on peut qualifier d'aigu pour les plus jeunes et pour l'Italie du Sud.

Ce mal-être s'est exprimé de trois manières, lors des élections du 4 mars dernier. D'une part, par la croissance des abstentions, qui ont atteint le 27% (15% en 1992), en particulier parmi les jeunes votant pour la première fois et parmi les salarié·e·s qui votaient habituellement pour le PD. D'autre part, par la punition des deux partis qui jouaient le rôle de piliers de la deuxième République: Forza Italia de Berlusconi et le Parti démocratique de Renzi. Et enfin, par le succès du Movimento 5 Stelle [M5S, Mouvement 5 étoiles] et de la Lega [Ligue], vus comme de «nouvelles» [7] forces aptes à changer le cours des choses en positif.

M5S et Lega

En effet, le M5S et la Lega sont les deux partis qui ont affiché le plus de promesses de dédommagements pour les renoncements des décennies passées.

Le M5S a récolté une moisson de votes, notamment en réponse à son engagement d'introduire le revenu minimum de citoyenneté pour tous les chômeurs et chômeuses. Ce phénomène a pris des dimensions plébiscitaires au Sud, où le chômage des jeunes dépasse 50% dans certaines régions, où l'émigration vide à nouveau, depuis une quinzaine d'années, les villages et les familles. Quant à la Lega, elle a quadruplé ses voix en proposant l'introduction de la *flat tax* [8] à 15% et l'abrogation de la Loi Fornero. Les deux partis ont également su attiser le ressentiment, justifié, contre les oligarchies personnalisées par les clans familiaux corrompus sévissant à l'échelle territoriale locale et nationale – dont l'emblème est le *lis magique* [9] autour de l'ancien président du Conseil des ministres Matteo Renzi – ainsi qu'à l'encontre des pouvoirs européens supra-étatiques. Ils ont également su exploiter le ressentiment né des sauvetages extrêmement coûteux de la banque Monte dei Paschi di Siena et d'autres banques de Vénétie et de Toscane, aux dépens de l'Etat, ainsi que de la constante diminution des dépenses publiques sociales et de santé, imposée par Bruxelles. Les deux partis n'ont eu qu'à recueillir les fruits du profond mécontentement provoqué par ces scandaleuses inégalités de traitement.

La victoire de la Lega et du M5S est toutefois également due à la criminalisation des étrangers, portée en avant depuis longtemps par tout l'appareil d'Etat et qui s'est focalisée, ces dernières années, sur les «clandestins» et les demandeurs d'asile. La Lega s'est déchaînée à ce propos, au point de laisser à quai les organisations ouvertement racistes (Casa Pound, Forza Nuova). Dans les zones urbaines dégradées et parmi les secteurs sociaux livrés à l'insécurité physique et sociale (ménagères, personnes âgées, habitants des territoires urbains infestés par le deal, chômeurs), le message à consonance raciste a gagné beaucoup de terrain ces derniers temps.



Matteo Renzi

Pendant cette campagne électorale, le M5S a été plutôt retenu à cet égard; mais toutes ces dernières années, il a semé les mêmes poisons, avec des sorties soudaines contre des nationalités ciblées de migrants, qui n'ont fait qu'alimenter l'animosité envers les immigré·e·s en général. Plus récemment, au Parlement, ils ont joint leurs énergies à celles des droites et de Matteo Renzi, pour couler un projet de loi pourtant timide sur le *jus soli* [10].

Au mal-être social généré par des décennies de politiques d'austérité et par une décennie de crise aux conséquences dévastatrices en Italie, se sont ajoutées les *peurs du futur* nourries par le martellement de la propagande quasi apocalyptique sur la robotisation et le chômage, sur la politique protectionniste du président Donald Trump, qui veut remettre les Etats-Unis sur le toit du monde. Face à de si sombres perspectives, la Lega et le M5S ont pu se présenter comme les seuls partis capables de donner des assurances institutionnelles quant à l'intervention de l'Etat, en faveur des salarié·e·s, qu'ils soient du privé ou du public, des précaires ou des démun·e·s. La Lega, avec «les Italiens d'abord», le M5S avec «le revenu minimum de citoyenneté». En outre, les deux partis, avec leur discours anti-Union européenne (en ce qui concerne le M5S, il s'agit davantage d'un souvenir du passé qu'autre chose) et, à certains égards, «anti-mondialisation», ont su toucher d'importantes couches d'artisans, de commerçants, de petits et moyens industriels. Ce discours a été payant, parmi ces secteurs sociaux, du fait de l'invasion croissante de l'e-commerce, des entreprises *low cost*, des super-pouvoirs des transnationales basées à l'étranger qui impartissent les conditions contractuelles aux entreprises italiennes de moindre importance, des sanctions imposées à la Russie, douloureuses pour de nombreuses entreprises du Nord, etc. Chacun à sa façon, Lega et M5S se sont donné les atours des défenseurs les plus actifs de l'intérêt national, justement là où le PD et Forza Italia sont apparus comme ayant bradé les intérêts nationaux aux capitaux globaux, pour leurs stricts intérêts de boutique.

Le vent «national-populiste» [11] était alors prêt à souffler sur l'Italie. D'autant plus que le pays a une structure sociale favorable à ce genre de glissement. Non seulement ses couches moyennes, modestes accumulatrices de capital, sont anormalement nombreuses, constituant jusqu'à 25% de sa force de travail (en Allemagne il s'agit tout au plus de 10%), mais en outre cette idéologie a de robustes traditions politiques auxquelles se raccrocher. Steve Bannon [12], de passage en Italie il y a quelques mois, nous l'a rappelé, appelant le pays à jouer un rôle d'avant-garde en Occident pour rallier «les démunis» aux nouvelles forces politiques agressivement nationalistes et les enrôler dans la Croisade contre le nouvel «axe du mal» Chine/Iran.

L'absence de conflits sociaux d'envergure et une classe de travailleurs sans «personnalité» politique propre constituent un cadre idéal pour une telle entreprise qui, pour aboutir, doit désigner l'ennemi du «peuple» dans des pouvoirs *externes*, en l'occurrence l'Union européenne et l'«axe du mal» mentionné plus haut, mais aussi les étrangers, plus précisément les *étrangers internes*, les travailleurs immigrés. Le chef-d'œuvre réactionnaire que vise le «national-populisme» est le suivant : *unir la nation en divisant en profondeur la classe/les classes qui vivent des revenus de leur travail.*

Vous avez dit souveraineté?

La fin de la Deuxième République représente également la fin de l'ancienne gauche, et plus que ne le laissent entrevoir les 18% de suffrages récoltés par le PD, qui a perdu plus de 6 millions de voix en 4 ans. Ancienne gauche qui, en Italie comme en Europe, après 1989, a fait la transition d'un réformisme sans réformes à un rôle de moteur des contre-réformes néolibérales. Après la débâcle aux élections du 4 mars dernier, le PD voit se profiler une période de nouvelle fragmentation, de nouveaux glissements à droite, avec Matteo Renzi qui caresse le projet, au demeurant très difficile à réaliser, de devenir le Macron italien. Les cinq autres listes à gauche du PD ont également subi des revers, notamment la liste ultra-institutionnelle de Massimo D'Alema [Libres et égaux, Liberi e Uguali] qui, alors qu'il était

président du Conseil des ministres en 1999, lança l'Italie aux premiers rangs de la guerre contre la Yougoslavie.

Et maintenant? Quelles seront les caractéristiques de la troisième République naissante, pour autant qu'elle parvienne à naître?

Côté *grillini* [13], on entend de tout. La république des citoyens, la république qui remet au centre le parlement, voire même la république de la démocratie directe, autrement dit la république du web, qui est déjà en vigueur au sein du M5S et fait de ce parti le *plus patronal et vertical de tous les partis italiens depuis 1945*. En effet, derrière la façade de *un vaut un (uno vale uno* [14]), le M5S dissimule sa substance totalement centralisée, avec des méthodes encore plus tortueuses que celles de Forza Italia de Silvio Berlusconi. Cette fantomatique «république» devrait redonner le «pouvoir au peuple»; c'est là un concept suggéré en 2013 par le cofondateur du M5S, Gian Roberto Casaleggio, manager petit patron qui a précédemment œuvré pour Olivetti [15] et Telecom Italia [16]. Même Matteo Salvini, le nouveau leader charismatique de la Lega et du centre droit, déclame des phrases tonitruantes sur la souveraineté des électeurs.

Le FMI s'est empressé de nous rappeler où réside aujourd'hui – avant comme après les élections du 4 mars – la vraie souveraineté, dans le capitalisme pleinement globalisé dont fait partie l'Italie. Le 16 mars, le FMI a publié trois différents mais convergents rapports sur l'Italie, au goût amer de décrets impériaux: *Italy: Toward a Growth Friendly Fiscal Reform* [Italie: Vers une réforme fiscale favorable à la croissance], *Competitiveness and Wage Bargaining Reform in Italy* [Compétitivité et négociation des salaires en Italie] et *Italy: Quantifying the Benefits of a Comprehensive Reform Package* [Quantification des avantages d'un ensemble complet de réformes] [17].



Luigi Di Maio (M5S), Matteo Salvini (Lega)

Dès lors ont commencé à circuler les objectifs et les mesures à prendre si l'on veut se «développer» (développer les profits): *manœuvre bis* en 2018 [18], ayant coûté 4 à 5 milliards d'euros aux salarié·e·s, coupes dans les retraites d'au moins 30 milliards dans les 4 ans à venir, réduction des charges sociales des employeurs au détriment des salarié·e·s, augmentation de la TVA [taxe sur la valeur ajoutée], nouveau système salarial strictement lié à la productivité [salaire aux primes], aux compétences [salaire au mérite], aux disparités

sociales régionales [pénalisation territoriale], remplacement des contrats collectifs nationaux par des contrats d'entreprise [fragmentation des négociations collectives]. Le tout devant induire, à moyen terme, une diminution significative de la dette publique. Bref, une dure saignée du salaire direct et indirect, à l'avantage du profit des actionnaires, et une fragmentation structurelle croissante de la classe des travailleurs [19].

En fait, les *marchés globaux* ont déjà décrété le programme du prochain gouvernement de Rome, quelle que soit la force politique ou la coalition qui le composera. Quant aux deux *hommes nouveaux* de la politique italienne, Luigi Di Maio, du M5S, et Matteo Salvini, de la Lega, la directrice du Fonds monétaire international, Christine Lagarde a dit que «les idées politiques changent. Elles changent lorsque quelqu'un arrive au gouvernement et doit prendre des décisions pour son pays (...). J'attends de l'Italie (c'est-à-dire de Di Maio et de Salvini) une preuve de réalisme»[20]. Des mots prophétiques! Car tous deux ont effectivement endossé les habits du réalisme, juste après les élections. À la place de la *flat tax* on a parlé de simple réduction d'impôts, l'abrogation de la Loi Fornero est devenue sa révision, le revenu minimum de citoyenneté, brandi comme un remède universel, a cédé le pas à des mesures limitées contre la pauvreté... ([A suivre](#); article envoyé par l'auteur; traduction et notes de Dario Lopreno)

Pietro Basso est membre de la rédaction de *Cuneo rosso*, Marghera (Venise)

Notes

[1] Giuliano Amato a été ministre de 1987 à 1989, président du Conseil des ministres (1er ministre) en 1992-1993, de nouveau ministre de 1998 à 2000, à nouveau président du Conseil en 2000-2001 et de 2006 à 2008, puis juge de la Cour constitutionnelle depuis 2013. Dans le monde politique italien les Talleyrand du type Giuliano Amato sont monnaie courante (Talleyrand est un paradigme d'homme d'Etat passe-partout qui, de 1780 à 1834, s'est successivement mis au service de l'Eglise, de la Révolution, de Napoléon, du gouvernement provisoire à la chute de ce dernier, de la Restauration, de Louis XVIII, de Louis-Philippe). Giuliano Amato était membre du Parti socialiste jusqu'en 1992, puis il est passé, pendant huit ans, dans diverses formations issues de la droite et de la gauche, pour finir au parti néo-conservateur de «gauche», le Parti démocratique (PD), depuis sa fondation en 2007 (Sur le PD, voir la note 3 ci-après). [ndt]

[2] 92'000'000'000'000 de Lires italiennes de 1992 représentent quelque 76.5 milliards d'Euros d'aujourd'hui (cf. <https://inflationhistory.com>). [ndt]

[3] Le Parti démocratique (PD) est un parti que les médias qualifient *de gauche* : il est né de la fusion de sous-produits des ex-partis communiste italien et démocrate-chrétien. Depuis avril 2013, les présidents du Conseil des ministres sont du PD (Enrico Letta, Matteo Renzi, Paolo Gentiloni). Après la défaite électorale de ce parti en mars 2017, le dernier président du Conseil, Paolo Gentiloni, reste à la tête du gouvernement en attendant que les principales formations politiques parviennent à former un gouvernement ou n'y parviennent pas, ce qui induirait de nouvelles élections (à court terme ou début 2019) destinées à savoir qui ne votera pas comme la fois précédente... [ndt].

[4] Silvio Berlusconi, 190ème fortune mondiale, selon la revue *Forbes* citée par le site Internet RAI News (mars 2018), du parti Forza Italia refondé en Popolo della Libertà, a été président du Conseil des ministres en 1994-1995, de 2001 à 2006 et de 2008 à 2011. [ndt]

[5] La loi italienne dite *Fiscal compact* est directement induite par le pacte budgétaire européen, nommé également *Fiscal compact* ou Traité sur la stabilité, la coopération et la gouvernance de l'Union économique et monétaire (TSCG), en vigueur depuis le début de l'année 2013 et qui concerne tous les pays de l'Union européenne (UE). Le Traité impose un cadre européen de mesures d'austérité centrées autour de la réduction de la dette publique (fabriquée en diminuant les rentrées fiscales des riches) et de l'équilibre budgétaire. L'un de ses objectifs principaux est de ramener la dette publique, en deux décennies, aux 60% du PIB impartis par le Traité de Maastricht (de 1991-1993). [ndt]

[6] La Loi Fornero (promulguée en 2011 et révisée en 2012) porte le nom de la ministre Elsa Fornero. Elle élève l'âge de la retraite, facilite le licenciement pour raisons économiques et exempte le patron qui engage un chômeur de longue durée de 50% , voire de la totalité (petites entreprises ou entreprises du Sud de l'Italie) des charges sociales. [ndt]

[7] En fait, la Lega, qui a été fondée en 1986, est le plus ancien parti de l'actuel Parlement. Elle a récemment modifié son nom, passant de Lega Nord [Ligue Nord] en Lega tout court. C'est un changement qui correspond à une nouvelle orientation politique, à travers laquelle la Lega, qui était un parti nordiste et autonomiste voire sécessionniste, s'est affirmée comme un parti national et nationaliste de marque lepéniste, entretenant de bons rapports y compris avec des groupes néo-fascistes.

[8] Flat tax signifie, littéralement, taxe plate. Le *Sole 24 Ore* la définit ainsi: « Cela désigne un système fiscal non progressif, dans lequel on applique un taux unique, indépendamment du niveau de revenu des personnes taxées » (cf. *Il Sole 24 Ore*, Parole chiave, 04/03/2018). [ndt]

[9] Matteo Renzi étant arrivé de Florence, dont il était le maire, à Rome, au Palais Chigi, siège de la présidence du Conseil des ministres, avec une partie de sa garde rapprochée, le groupe de ses proches a été surnommé le *lys (giglio) magique (magico)*, d'une part en référence à l'emblème de l'ancienne famille régnante de Florence (contenant un lys), d'autre part en référence au cercle magique par lequel les médias on nommé les proches de Umberto Bossi (Lega Nord) et de Silvio Berlusconi (Forza Italia e Popolo della Libertà), métaphore politique ironique du *cercle magique* de la magie médiévale, incantation servant à éloigner les forces obscures négatives et sauvages. [ndt]

[10] En matière de naturalisation, le *jus soli*, droit du sol, généralement mis en regard du *jus sanguinis* (droit du sang, droit de la filiation, héritage de la nationalité), est le principe d'octroi de la citoyenneté d'un Etat, après x années de séjour sur un territoire étatique. Il est appliqué de manière fort différenciée, selon les cas: ouvert ou non (comme en Suisse) aux sans-papiers, octroyé après quelques années ou après de très nombreuses années (comme en Suisse), non résiliable ou résiliable pendant plusieurs années (comme en Suisse), etc. A la fin de l'année 2017, le Sénat italien a enterré la loi sur le *jus soli*, faute de quorum (près de 2/3 des sénateurs étaient absents, dont tous ceux du M5S). [ndt]

[11] J'utilise l'expression national-populiste entre guillemets, dans la mesure où elle est imprécise et insatisfaisante. Car elle laisse supposer que les tendances politiques dont nous parlons émanent directement des *couches populaires* les plus profondes, sans médiations ni intervention, sur les plans culturel et matériel, de la pensée grand-bourgeoise et du grand capital. Ce qui n'est pas le cas, à mon sens. Quant à la thèse, d'Ilvo Diamanti et Marc Lazar, affirmant que nous sommes en route vers des «populocraties» [Popolocrazia. La metamorfosi delle nostre democrazie, ed. Laterza, Bari, 2018], elle est encore plus insoutenable.

[12] Steve Bannon, conseiller spécial du président des Etats-Unis Donald Trump jusqu'en août 2017, a été « directeur de campagne du candidat président des Etats-Unis et artisan majeur de sa victoire face à Hillary Clinton en novembre 2016. Avec au programme, et comme il l'avait fait lors de son passage à Zurich en citant Christoph Blocher [le grand timonier de l'Union démocratique du centre, UDC], un rapprochement intellectuel inattendu envers la présidente du FN (...) et Donald Trump: *«L'histoire est de notre côté. Marine Le Pen incarne elle aussi cette révolte des classes moyennes et populaires contre les élites qui va bouleverser la donne politique mondiale. Je suis venu vous dire que vous êtes les représentants d'un mouvement bien plus large (...) qui permettra aux individus, aux citoyens, de s'affranchir des chaînes imposées par les banques centrales, par les gouvernements et par les multinationales telles que Google, Facebook ou Amazon qui s'approprient vos données»* (Richard Werly, «Au congrès du Front national, Steve Bannon fait rimer Marine Le Pen avec Donald Trump», quotidien *Le Temps*, Lausanne, 10/03/2018). [ndt]

[13] *Grillini* renvoie à Beppe Grillo, fondateur et *patron* du mouvement M5S jusqu'à la veille des élections du 4 mars 2018. Depuis fin mars 2018, c'est le nouveau leader Luigi Di Maio qui a été nommé « chef politique » central, avec d'importants pouvoirs sur tout le parti et ses parlementaires. En effet c'est le chef politique qui représente les groupes parlementaires, qui nomme les chefs de groupe à l'Assemblée et au Sénat, leurs adjoints, ainsi que leurs responsables de communication, qui peut les révoquer à tout moment et qui a la haute main sur les campagnes électorales (cf. Regolamento del gruppo parlamentare « Movimento 5 Stelle », adopté au sens de l'art. 15 du Règlement du Sénat de la République, disponible sur le site Internet du Sénat). [ndt]

[14] *Un vaut un* (uno vale uno), signifie que chacun a sa voix dans le système du parti. En apparence cela signifie que tout un chacun représente tout un chacun; en réalité cela signifie que ce qui compte c'est le groupe, n'importe qui pouvant être à la place de n'importe qui puisque les personnalités s'estompent devant le M5S en tant qu'entité. De là à estomper tout les membres face au « chef politique » qui à lui tout seul représente le groupe, il n'y a qu'un pas qui a été franchi avec le nouveau chef. [ndt]

[15] Olivetti appartient au groupe britannique TIM, repris par Telecom Italia, opérant sur des solutions clés en main pour l'automatisation de processus et d'activités d'entreprise. [ndt]

[16] Telecom Italia: géant de la télécommunication italienne, privatisé en 1997, près de 2 milliards de chiffre d'affaires, 1/3 des actions détenues par Vivendi (F), Singer (USA), Cassa depositi e prestiti (I). [ndt]

[17] Les trois textes sont disponibles sur le site Internet du FMI, à la page <http://www.imf.org/external/> en inscrivant le nom des documents en questions dans la case de recherche. [ndt]

[18] Il s'agit d'un complément à la loi budgétaire pour 2018: « Le chiffre n'est pas écrit en valeur absolue sur les documents officiels, mais la Commission européenne donne toutes les indications utiles pour le calculer : dans les mesures budgétaires pour 2018, il manque 3.5 milliards d'Euros. Soit une correction égale à 0.2% du Produit intérieur brut (PIB). Mais ce n'est pas pour tout de suite, Bruxelles venant soulager le gouvernement en lui laissant un peu de temps. Juste ce qu'il faut pour passer le cap des élections (...) », écrit le quotidien La Stampa (Marco Bresolin, L'Europa all'Italia: entro maggio una manovra bis da 3,5 miliardi, quotidien La Stampa, Turin, 23/11/2017). [ndt]

[19] Durant la campagne électorale, comme par hasard, la Confindustria [le principal syndicat patronal italien] et les directions de la Cgil-Cisl-Uil [les trois plus grandes centrales syndicales italiennes, respectivement Confédération générale du travail, Confédération italienne des syndicats libres et Union italienne du travail] ont promulgué l'ennième accord de bradage des contrats collectif de travail, devenus désormais de réels *concession bargaining* [contrats truffés de concessions] à l'américaine, et qui ne font que confirmer cette orientation.

[20] Interview de Tonia Mastrobuoni à Christine Lagarde, Dall'Italia, mi aspetto una prova di realismo, quotidien *La Repubblica*, Rome, 27/03/2018.